

CTSD carte scolaire, 20 avril 2020

Madame la DASEN de l'Essonne,
Mesdames et messieurs,

Le Président de la République, son premier Ministre, le Ministre Blanquer ont, semble-t-il, découvert les vertus des services publics et ne tarissent pas d'éloges sur celui-ci et de remerciements aux agents qui assurent le service de manière exemplaire dans la situation exceptionnelle de crise sanitaire que nous traversons. Pourtant, dans cette période difficile où la priorité est d'assurer la santé de la population et de protéger toutes celles et ceux qui y contribuent, le ministère de l'éducation nationale compte mettre en œuvre la carte scolaire dans les écoles du 1er degré. Comme si de rien n'était.

Ce CTSD est donc convoqué pour acter les fermetures de postes et de classes, pour détricoter un peu plus l'école publique. En effet, la dotation ministérielle et académique pour l'Essonne ne répond pas aux revendications des collègues et aux besoins des écoles. Elle est insuffisante pour appliquer la mise en place du dispositif « Allègement des grandes sections » et la création de tous les autres postes nécessaires. De nombreuses écoles maternelles ne rentreront pas dans ce dispositif créant une inégalité de traitement des élèves de fin de maternelle.

Le 27 mars, le ministre Blanquer a annoncé qu' « aucune fermeture de classe ne serait actée en milieu rural ». De fait, suite à ces annonces, vos services ont annulé des fermetures prévues en milieu rural. Mais comme cela se fait à moyens constants, ces fermetures annulées d'un côté vont en fait être répercutées ailleurs ! Ce ne sont pas les 22 postes supplémentaires accordés à l'académie de Versailles qui permettront d'envisager l'équité de traitement.

De même, alors que le manque de remplaçants est criant depuis des années et des dizaines de classes se retrouvent sans enseignant chaque jour, la création de 10 postes cette année se fait en oubliant que 40 remplaçants avaient disparus l'an passé ! Au lieu de +10 on est bien à -30 !

Et comme si cela ne suffisait pas, il n'y aura aucune création de poste RASED ni de poste ULIS et seulement 2 postes d'UPE2A alors que l'Essonne accueille de nombreux élèves arrivant en France sans parler le français !

Cela aura comme conséquences des situations intenable dans les écoles.

Pour la FNEC FP FO, l'urgence est de maintenir et d'ouvrir des classes pas de les fermer.

L'urgence serait que l'employeur (que vous représentez) respecte ses obligations de protection, en fournissant savon, serviettes jetables, masques, gants et gel, en mettant en œuvre, cette méthode qui semble faire ses preuves dans les pays où elle est appliquée, le dépistage systématique des enseignants, en particulier ceux qui se sont portés volontaires ou sont exposés parce qu'ils ont dû appliquer les consignes « abracadabrantiques » du ministre Blanquer :

se rendre dans les établissements et rencontrer les familles.

Nous avons dû nous adapter sans aide, sans consignes claires, à cette situation

Depuis la fermeture des écoles le 16 mars, nous avons fait de notre mieux pour organiser la « continuité pédagogique ». Il faut le rappeler, nous l'avons fait sans aide suffisante, sans matériel, sans consignes nationales mais avec comme toujours notre préoccupation d'enseigner à nos élèves. Nous ne faisons pas d'illusion : ce ne sont pas les conditions normales d'enseignement et il est donc normal de ne pas obtenir les résultats habituels. Les incitations, les incantations, les injonctions de la hiérarchie n'y feront rien. Rien, et surtout pas les outils virtuels, non, rien ne remplacera la relation entre l'enseignant et l'élève. Le Ministre Blanquer déclare que 5 à 10% des élèves ont décroché... Quand le président Macron lui, déclare que les inégalités se sont creusées partout dans nos quartiers !

Le soutien scolaire du ministre Blanquer n'a donc pas suffit ?

Depuis plus d'un mois, la réalité c'est que les personnels de l'Éducation Nationale se démènent comme ils peuvent.

Les enseignants et directeurs, chefs d'établissement, agents administratifs, infirmières, assistantes sociales ... se démènent comme ils peuvent avec leur vieil ordinateur qui rame, leur connexion internet qui rame aussi, leur imprimante HS ou qui n'a plus de cartouche, le scanner qui ne veut plus scanner, les webcams et micro qui rendent l'âme, les sites saturés ou qui plantent, les devoirs de leurs propres enfants, les courses à faire qui prennent tout un après-midi, la vie privée confinée...

Mais il y a pire, certains de vos personnels plus ou moins volontairement et malgré leur angoisse de la contamination se sont retrouvés en garderie éducative des enfants de soignants et assimilés :

Sans savon ni serviettes jetables, sans gel hydroalcoolique, sans masque même si l'établissement en avait un stock au début du confinement car la DSDEN91 a réquisitionné ces stocks !

L'ensemble des organisations syndicales présentent en GT-CTSD ont présenté les situations des écoles qui nous ont envoyé leurs chiffres. Mais que valent ces chiffres, aussi bien les vôtres que les nôtres, si on considère l'actualité ?

Nous nous sommes adressés à tous les niveaux, Ministère, Rectorat, DSDEN91 pour

que les opérations de carte scolaire soient reportées, pour que toutes les fermetures soient annulées.

Ce gouvernement n'a pas répondu aux personnels soignants qui depuis le mois de mars 2019 sont en grève pour réclamer des lits, des postes, du matériel.

Ce gouvernement est responsable de la casse de l'hôpital public. Le président Macron faisait déjà partie du gouvernement sous la présidence de François Hollande qui cassait déjà le service public, l'école et l'hôpital. Et il poursuit, en pleine crise sanitaire, en fermant des classes, poursuivant sa politique de destruction de l'école publique, du service public en général.

De jour en jour, la colère monte chez les personnels face à la décision irresponsable et non préparée du président Macron de rouvrir les écoles et les établissements à partir du 11 mai.

Ils n'acceptent pas que l'économie prenne le pas sur le respect des règles sanitaires, que le gouvernement mette délibérément les personnels et les élèves en danger pour permettre que les entreprises puissent recommencer à produire. L'école n'est pas la garderie du MEDEF !

Pourquoi serait-il sans risque d'ouvrir les écoles quand les cinémas, les théâtres, les restaurants resteront fermés ? Comment respecter les gestes barrières dans des écoles où s'entasse un nombre important d'élèves ? Comment garantir les distances sanitaires à 10, 20 ou 30 élèves par classe, et avec des élèves de 3, 5 ou 10 ans ? Comment un AESH ou des membres du RASED vont réussir à faire respecter les gestes barrières avec les élèves qu'ils ont à charge ?

Comment assurer que les écoles ne deviendront pas des foyers de contagion sans tester tous les élèves et les personnels, ainsi que l'entourage proche ?

Il est absurde de penser qu'enseignants et parents réussiront à tenir 6 heures par jour voire plus avec des masques ! Comment enseigner dans ces conditions ?

Des milliers d'enseignants vont reprendre les transports en commun. Quelle garantie avons-nous qu'ils ne vont pas avoir le virus et le transmettre à tous, à l'école comme à la maison ?

Quant aux directeurs d'école, cette annonce les mettra une nouvelle fois en première ligne !

Pour la FNEC FP FO 91, avant d'envisager une reprise le 11 mai il faut :

- organiser le dépistage systématique des enseignants et des élèves avec des tests sérologiques
- fournir le matériel de protection adapté et en quantité suffisante (savon, gel hydroalcoolique, gants, serviettes jetables, masques FFP2)
- assurer le nettoyage et la désinfection des locaux dans le cadre d'un protocole strict

Ces conditions sont très loin d'être réunies et les déclarations du premier ministre

hier soir n'apportent aucune garantie !